

Interview

«Je veux que la solidarité demeure et se solidifie»

Face au virus qui surprend la planète, le Canton tient bon, selon sa présidente

Renaud Bournoud
Jérôme Cachin

Q quatre semaines après l'instauration de mesures fortes pour lutter contre la pandémie, Nuria Gorrite fait un premier bilan de la situation inédite dans laquelle le pays est plongé. La progression du virus semble ralentir? La présidente du Conseil d'État appelle à la prudence, évoque la relance économique. Les indépendants sont donc priés de patienter encore. L'État de Vaud est financièrement solide, se félicite-t-elle. Mais il devra pourtant s'endetter.

La courbe des nouveaux cas semble plafonner. Le pire est derrière nous?

J'ignore si on peut le dire. Je pense que le choc est passé, que les habitudes commencent à être prises et les messages commencent à être intégrés. Mais si on regarde le nombre de personnes aux soins intensifs, il y a toujours en moyenne 80 patients. Un déconfinement trop rapide conjugué avec une reprise massive des activités sans respect des normes de l'OFSP pourrait mettre à mal notre système hospitalier.

Comme les autres collectivités, Vaud n'était pas prêt. Comment l'expliquez-vous?

Nous n'étions pas complètement impréparés. Le CHUV était préparé à augmenter les capacités en soins intensifs, par exemple. Nous n'avons pas manqué de respirateurs et en avons en réserve. C'est loin de la situation de New York où il en manque 30 000. Mais évidemment, le fait d'affronter un virus n'était pas dans les scénarios des plans catastrophes imaginés. Ceux-ci nous préparaient plutôt à des attentats, des catastrophes naturelles ou des accidents. C'est vrai que nous n'étions pas complètement prêts à affronter un virus.

On a rationné les masques des soignants. Pourquoi ce manque de stocks?

Devoir affronter si rapidement un virus n'était pas retenu comme une menace imminente, à tel point que quand l'Afrique a affronté Ebola, la Suisse et le Canton de Vaud ont mis à disposition leurs réserves de masques. C'était juste de le faire par solidarité, mais cela montre que l'éventualité d'avoir nous-mêmes besoin rapidement de ces masques n'était pas du tout en ligne de mire. Avec mes collègues Philippe Leuba et Rebecca Ruiz, nous avons cette semaine lancé un appel aux industriels vaudois, pour voir comment réorienter une partie de la production sur les équipements qui nous manquent. Nous allons en avoir besoin, pas seulement maintenant, mais aussi pour la suite, ce virus ne va pas partir du jour au lendemain. Une partie des gens auront besoin, ou envie, de masques pour reprendre une activité.



Nuria Gorrite
«Je forme le vœu que nous prenions conscience de la force du collectif.»
JEAN-PAUL GUINNARD

Vaud est durement touché. Les mesures ont-elles été prises trop tard?

Vaud a été parmi les premiers à demander au Conseil fédéral de prendre des mesures, d'une part, et à limiter le nombre de personnes dans l'espace public, d'autre part. Est-ce que le Conseil fédéral a été trop lent? Je ne suis personne pour en juger. Par contre, prendre des mesures de confinement semi-total d'un jour à l'autre risquait de générer des réactions très fortes. Il fallait forcément agir de manière progressive.

Les supermarchés sont ouverts, mais pas les marchés. N'est-ce pas absurde?

Non. Les supermarchés se sont organisés très rapidement. Je vais faire les courses pour moi et pour

mes parents. Il y a un vrai contrôle dans une enceinte définie: des désinfectants, des gants, des vitres aux caisses. Un seul client entre à la fois. Le personnel est très attentif au respect des distances. Ce n'est pas du tout le cas sur les marchés, très appréciés pour leur convivialité. C'est précisément ce qu'on ne peut pas faire aujourd'hui: être ensemble dans l'espace public.

Où en est-on avec les contrôles de chantiers?

Vaud a été l'un des seuls Cantons à véritablement se préoccuper de la question. Il y a apparemment un Röstigraben sur ces questions. Tout d'abord, le Conseil fédéral ne nous donne pas la compétence de fermer des chantiers, a priori. Nous avons convenu d'une procédure avec les partenaires so-

ciaux. Les entreprises doivent prouver qu'elles peuvent respecter les normes sanitaires. Ensuite, nous ordonnons des contrôles avec une check-list. Nous avons augmenté le nombre d'inspecteurs de 7 à 16. Cela fonctionne et nous fermons les chantiers non conformes.

Le patronat pense que Vaud n'aide pas assez l'économie. Avez-vous déjà choisi une stratégie modeste?

D'abord, il s'agissait de prendre des mesures dans l'urgence. Il y aura un deuxième temps pour définir un plan de relance. Nous devons avoir un débat parlementaire, démocratique, sur ce choix. Nous ne pouvons pas engager l'argent public de manière massive par seule voie d'arrêt du Conseil d'État. Nous nous pen-

chons maintenant sur la question des loyers des baux commerciaux avec ma collègue Christelle Luisier. Les bailleurs doivent faire un effort aussi. Pour l'instant ce sont les petits indépendants qui nous préoccupent beaucoup. C'est le toiletteur pour chien ou la styliste ongulaire qui a dû fermer. Nous sommes fiers de pouvoir affronter ce moment avec des finances saines. Les plans de relance ne seront possibles qu'en acceptant deux choses: que ceux qui peuvent payer continuent à le faire et accepter de nous endetter pour relancer la machine.

Qu'attendez-vous des annonces de Berne ce jeudi?

Une vision nationale, une stratégie pour ces prochains mois, qui repose principalement sur une appréciation sanitaire. Les méde-

cins, les épidémiologues, les infectiologues, les virologues sont des gens mille fois plus compétents que les politiques pour apprécier les perspectives sanitaires de notre pays.

Le Conseil fédéral est controversé pour son soutien à l'aviation. Notre modèle est-il remis en cause?

J'ai discuté de cette question avec Simonetta Sommaruga. Évidemment, ce n'est pas ma responsabilité de décider du soutien au secteur aérien, mais je comprends l'incidence économique systémique pour notre économie. Maintenant, je souhaite aussi que le Conseil fédéral s'engage pour un plan du rail européen. Nous sommes au cœur de l'Europe et avons un rôle à jouer. C'est l'occasion de développer notamment les trains de nuit. Il y a une vraie opportunité non seulement d'investissement et de relance, mais aussi de transformation des comportements. Les débats sur le climat ne peuvent pas s'évaporer dans le virus. Nous sommes dans une forme de démonstration que le changement de comportement humain peut avoir une incidence sur l'état de la planète.

La pandémie va-t-elle vous obliger à revoir le Plan climat vaudois à la baisse?

Non. Le plan climat, ses mesures et ses moyens financiers ont été discutés avant l'apparition du virus. Nous avons décidé de maintenir l'ensemble des mesures et le volume financier prévu, aussi comme un plan de relance économique.

Quels changements de mentalité cette crise pourrait-elle provoquer?

J'espère très fortement que nous retiendrons quelques leçons. Cette crise a révélé les gens de l'ombre et les inégalités. Il y a des éboueurs, des agents d'entretien de nos réseaux d'eau et d'électricité, des ambulanciers, des infirmiers, des petites mains, ceux qui prennent en charge les toxicomanes à la place de la Riponne, les éducatrices de la petite enfance qui n'avaient pas de masque et à qui on a confié des enfants, des ouvriers, qui travaillent dans les chaînes logistiques pour qu'on puisse commander nos légumes. Tous ces gens tiennent - pour de vrai - la société. Certains sont mal payés. J'espère qu'il restera un peu de cette fierté et de ce respect du monde du travail. Je forme le vœu aussi que la solidarité demeure et se solidifie et que nous prenions conscience de la force du collectif pour construire le futur. Cette crise a montré le rôle de l'État, c'est de prendre soin de ses concitoyens, de les protéger et de veiller à leur prospérité. Les services publics, au service de tous, ce sont les hôpitaux, les soins à domicile, les crèches, les garderies, l'école, la sécurité physique, les aides économiques ciblées. C'est l'État qui, aujourd'hui, porte, à la préoccupation de l'ensemble.